

Affaire suivie par : Chrystelle GIBERT
Tél. : 04 77 43 53 53
Télécopie : 04 77 43 53 63
Courriel : chrystelle.gibert@developpement-durable.gouv.fr

Saint-Etienne, le 15 juillet 2024

DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

SUEZ RV Borde Matin

à ROCHE LA MOLIERE

**Rapport de l'inspection des installations classées
Projet d'arrêté préfectoral complémentaire**

OBJET : Dossier de porter à connaissance de modification relatif à la capacité annuelle de stockage

REFER : *UID4243-DSSP-024-0328/CG*

Adresse de l'établissement :

ZA Charles Chana – Bd du Puits Charles
42 230 ROCHE-LA-MOLIERE

Adresse du siège social :

Universaône
18 rue Félix Mangini
69009 LYON

Activité : Installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND)

Code AIOT : 0010500024

Par courrier électronique du 04/03/2024, la société SUEZ RV Borde-Matin a transmis un dossier de porté à connaissance des modifications des conditions d'exploitation de l'ISDND qu'elle exploite sur la commune de Roche La Molière.

Après examen par l'inspection des installations classées (cf rapport du 05/03/2024 n° UID4243-DSSP-024-0080/CG), ce dossier a fait l'objet d'une consultation du public par voie électronique.

Le présent rapport propose les suites à donner.

1. Présentation de la société et situation administrative du site

La société SUEZ RV Borde-Matin est autorisée par arrêté préfectoral n° 61-DDPP-18 du 23/02/2018 à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux sur la commune de Roche La Molière.

Un précédent porté à connaissance des modifications a conduit à la notification d'un arrêté complémentaire en date du 14/04/2022. Cet arrêté acte la modification des couvertures finales des casiers exploités en mode bioréacteur et du dispositif de drainage des talus (lors de la création d'un nouveau casier).

2. Présentation des modifications

La description du projet ainsi que l'évaluation du caractère substantiel de la modification sont présentés dans le rapport de l'inspection des installations classées référencé n° UID4243-DSSP-024-0080/CG du 05/03/2024.

Il conclut au caractère non substantiel du projet de modification.

3. Consultation du public

Le dossier a été mis à disposition du public sur une plateforme dédiée du 22/04/2024 au 06/05/2024. 17 contributions ont été portées sur le registre dématérialisé.

Les remarques émises portent sur les sujets suivants :

- nuisances olfactives de l'installation,
- responsabilité des collectivités dans la gestion de « leurs déchets » ;
- opposition à la prolongation de la durée d'exploitation de 2053 à 2057 ;
- nécessité de réduire plus drastiquement les entrées de déchets sur l'installation, avec notamment la mise en place des nouvelles consignes de tri pour les emballages et les biodéchets ;
- faible ambition du projet par rapport à l'enjeu de valorisation des déchets et mise en place de solutions alternatives.

D'autre part, quelques contributions soulignent le fait que l'installation apporte une solution de gestion locale aux déchets produits sur le département, tout en valorisant le biogaz capté. Il est aussi noté la préservation des emplois sur site.

La consultation du Conseil régional AuRA concernant la compatibilité de la décision projetée avec le volet "déchets" du SRADDET a également été effectuée.

L'avis a été rendu par l'intermédiaire du registre dématérialisé le 03/05/2024 : *La Région Auvergne-Rhône-Alpes émet un avis favorable sur le dossier de porter à connaissance de l'installation de stockage de déchets (ISDND) qu'exploite la société SUEZ sur la commune de Roche-la-Molière (42), sous réserve que la définition et les modalités de déclenchement des capacités de réserve soient conformes à l'article 5 de la convention de partenariat signée en date du 17 juillet 2023 entre SUEZ et la Région Auvergne-Rhône-Alpes portant sur les engagements de réduction des capacités d'enfouissement des installations de stockage de déchets non dangereux non inertes, et reprises dans le présent porter à connaissance.*

4. Proposition de l'inspection

Le projet de modification n'est pas substantiel mais conduit à prolonger l'exploitation de l'ISDND de 3,8 ans, soit une fin d'exploitation du 01/09/2057, au lieu du 31/12/2053.
La capacité totale de l'installation n'est pas modifiée.

Les nuisances olfactives soulevées lors de la consultation du public sont effectivement une composante inhérente à ce type d'installation ; même si l'exploitant prend les dispositions nécessaires et prévues par la réglementation pour limiter les émissions odorantes (compactage et recouvrement hebdomadaire des déchets, captage du biogaz à l'avancement, surface d'exploitation limitée.)

La mise en œuvre progressive des nouvelles dispositions en matière de tri des biodéchets devrait permettre de limiter les quantités de déchets fermentescibles sur l'installation, qui sont principalement à l'origine des nuisances olfactives.

L'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 23/02/2018 portant modification des conditions d'exploitation de l'installation prévoit en ce sens qu'« à partir de 2025, seuls les déchets ayant fait l'objet d'un tri à la source des biodéchets seront acceptés en enfouissement sur site. »

La diminution de la capacité annuelle à partir de 2025 répond aux orientations fixées par le SRADDET de la région Auvergne-Rhône-Alpes qui fixe la capacité annuelle des installations de stockage de déchets non dangereux non inertes à 1,1 million de tonnes pour l'ensemble de la région dont 200 000 tonnes pour le département de la Loire.

Au vu de tous ces éléments, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de la Loire d'acter la baisse de capacité annuelle et la prolongation d'exploitation de l'ISDND de Borde-Matin selon les conditions définies dans le projet d'arrêté ci-joint.

En application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, il est proposé de procéder à une phase contradictoire d'un délai de 15 jours durant lequel la société SUEZ RV Borde-Matin pourra présenter ses éventuelles observations.

L'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas requis.

L'inspecteur de l'environnement	Le chef de l'UID Loire Haute-Loire	Vu, approuvé et transmis à monsieur le Préfet de la Loire, DDPP Pour le directeur et par délégation,
--	---	---